

*Revenus pétroliers*

nécessaire. En somme, les prévisions gouvernementales quant à l'évolution du prix du pétrole ne se sont pas réalisées. Et même, le prix du pétrole a évolué dans le sens contraire de ce que le gouvernement souhaitait. Ce que le gouvernement tente de faire, par ce bill, c'est de dire aux Canadiens «on vous remet une partie de ce qu'on vous a pris». Mais c'est trop peu et trop tard. D'ailleurs, il est trop tard pour que le gouvernement puisse s'en sortir. Il est tombé trop bas pour pouvoir remonter la pente.

Je m'intéresse énormément aux victimes d'actes de violence. Un homme avec qui j'étudiais la question m'a demandé de lui obtenir un exemplaire du bill présenté hier. Je m'en suis procuré un exemplaire immédiatement après sa présentation et je l'ai feuilleté en attendant de pouvoir prendre part au débat. J'ai remarqué que les modifications proposées au Code criminel sont regroupées dans un nouveau bill omnibus. Cela m'a rappelé le jour où nous avons déclenché la sonnerie. J'aurais cru que le gouvernement saurait par expérience que la Chambre des communes juge inacceptable ce genre de fourre-tout.

**M. Malone:** Touche-à-tout.

**M. Fennell:** Nous l'avons prouvé à propos du bill énergétique. Le gouvernement a été forcé de modifier en profondeur le bill qu'il avait présenté. Il a dû le scinder en plusieurs projets distincts. Le gouvernement a été forcé de faire les choses comme il convient.

A cette époque, j'avais prononcé un long discours. C'était avant que l'on ne modifie le Règlement. Mon discours avait duré une heure et quart. Je voudrais citer certaines observations que j'ai faites il y a deux ans et qui sont toujours d'actualité. Je ne frappe pas souvent aussi juste. Mais ce que j'ai prédit à ce moment-là s'est concrétisé. Ce projet de loi a privé de liquidités l'industrie pétrolière de l'ouest du Canada. Voilà maintenant que le gouvernement nous affirme que grâce à ces changements il fournira des stimulants de 2 milliards pour le pétrole lourd.

J'ai lu un très intéressant rapport préparé par un étudiant aux études supérieures à l'Université de l'Alberta. Ce rapport figurait sur la récente liste de la Bibliothèque du Parlement. Il montrait que sur une période de cinq ans, ces stimulants totaliseraient moins de 900 millions de dollars. Il prévoyait également que, tous comptes faits, ces stimulants représenteraient moins de 500 millions. Ce n'est pas honnête, c'est induire le public en erreur. Le gouvernement ne dit pas les choses comme elles sont. Il affirme qu'il remboursera beaucoup plus qu'il ne le fera en réalité.

● (1550)

Comme je l'ai dit auparavant, la société BP Resources affiche cette année une croissance absolument sensationnelle de ses bénéfices. J'en ai discuté avec ses dirigeants. Ils sont heureux d'être débarrassés de leur secteur de commercialisation qui les entraînaient dans une position déficitaire. Le gouvernement actuel a inventé le taux de participation canadienne et perçu de l'argent de chaque contribuable pour acquérir BP, et il en a fait l'acquisition au moment où le cours de ses actions était à son sommet. Nous savons de façon certaine que le gouvernement a payé au moins 200 millions de plus que ce que valait la société. J'ai découvert jusqu'à présent—et je suis en train d'en faire établir la preuve—qu'il s'avérera probablement

que l'on a payé environ un demi-milliard en trop par rapport à la valeur réelle de l'actif de BP.

Voici ce que je disais le 22 avril 1982, comme en fait foi le hansard:

Ce n'est pas là la canadienisation, propre à nous ramener aux sources, à nos origines. Nous devons la naissance de notre pays à l'entreprise privée, aux entrepreneurs. Ce n'est pas de la canadienisation. C'est de l'interventionisme et une nationalisation, qui n'a rien donné dans aucun pays au monde et qui ne donnera rien ici. C'est une honte. La redevance de participation canadienne que je qualifierais de «fonds servant à des pots-de-vin», car c'est bien à cela que l'emploi le gouvernement, n'a ni fin ni commencement. Cela continuera d'être un artifice au moyen duquel le gouvernement libéral s'empare des deniers des contribuables.

Je le savais à ce moment-là. Nous le savions tous. On en a maintenant la preuve. Le gouvernement nous a dit que c'était pour acquérir BP. Puis il nous a dit qu'il fallait encore un demi-milliard de dollars pour tirer d'affaire la société Dome. Le ministre a déclaré à la Chambre que le produit de cette redevance serait porté au compte des recettes générales. Il s'agit d'une redevance perçue auprès de chaque Canadien, tous les jours de la semaine. Je soutiens qu'il faudrait la supprimer. Nous avions raison alors. Nous avons exposé les faits tels qu'ils étaient. Les ministériels se sont moqués de nous et ont protesté de leurs bonnes intentions à grands cris ici à la Chambre. Ils nous ont assurés que cela ne se passerait pas ainsi. Cela s'est passé ainsi, prouvant que nous avions raison.

Ce que je déteste vraiment le plus relativement au PEP, c'est que le gouvernement et les services administratifs chargés d'appliquer le programme en question—en fait ce sont les bureaucrates qui dirigent les gouvernants et non plus l'inverse—ont été incapables de départager les gagnants et les perdants. Je ne nommerai même pas les entreprises car je l'ai fait assez souvent et nous les connaissons tous. Le gouvernement prétend qu'il est plus compétent que n'importe qui d'autre pour ce qui est de décider où il faut investir l'argent qu'il enlève au secteur privé. A l'époque, le ministre d'État chargé du Développement économique et régional (M. Johnston) a déclaré que le rôle du secteur privé était de réaliser des profits et d'accumuler des richesses, et celui du gouvernement de redistribuer les richesses. Il n'a réussi qu'à faire disparaître ces richesses en cherchant à deviner qui seraient les gagnants. Il s'est rendu dans les régions inexploitées de la côte est. Je trouve merveilleux le développement qui s'y fait à l'heure actuelle. Cependant, nous ne savons toujours pas combien nous devons payer pour amener ce pétrole sur la terre ferme. Pourtant, nous savons qu'en dépensant de l'argent pour raffiner l'huile lourde et pour traiter les sables bitumineux, nous n'arriverons sûrement pas à l'autarcie énergétique d'ici à 1990. Nous n'entretenons pas le moindre espoir d'y arriver d'ici à l'an 2000, et nous savons qu'après l'an 2000, nous nous éloignerons de plus en plus de l'objectif convoité.

Si les sociétés pétrolières avaient pu conserver leurs liquidités, elles auraient pu sans subventions, sans l'aide du gouvernement et sans que le gouvernement leur dise où forer, réaliser des mégaprojets. Elles auraient pu y arriver par leurs propres moyens. Cet échec, notre parti le juge inacceptable. Nous nous sommes battus. Nous nous y sommes opposés et continuerons de le faire.

Le gouvernement a inscrit quelques bonnes choses dans ce projet de loi, mais c'est trop peu et trop tard. Il a accordé un crédit d'impôt de \$250,000 aux petites sociétés canadiennes. S'il l'a fait, c'est que ces petites entreprises n'auraient pu survivre sans lui. Je me suis entretenu avec des représentants du